

AÏN DEFLA

Un hôpital central de 240 lits et quelques contretemps

Aïn Defla, le chef-lieu de wilaya, la troisième ville de la wilaya du point de vue démographique se dote d'un grand hôpital de 240 lits implanté à l'entrée ouest de la ville, sur la rive nord de la RN4.

Il s'agit d'une structure hospitalière, de style futuriste, en R+3, dont la construction, entamée en décembre 2013, a été confiée à une entreprise indienne qui est à pied d'œuvre. Son taux de réalisation est estimé actuellement à 75 %, a constaté le chef de l'exécutif de la Wilaya lors de la visite qu'il a effectuée mardi dernier, dans le cadre de visites d'inspection qui ont touché les 14 daïras et les 36 communes que comprend la wilaya, et ce, depuis son installation en octobre dernier, pour dresser un état des lieux de la situation économique, sociale et culturelle que connaît la wilaya.

Cet hôpital qui s'étend sur 5 ha dont 3,5 de bâti possède une capacité d'accueil initiale de 240 lits mais extensible à 300 lits. Il sera doté de 12 blocs opératoires dont 2 pour le service des urgences. Pour ce qui est

des prestations médicales, il est prévu une dizaine de spécialités excepté celles de la maternité et de la gynécologie obstétrique qui seront maintenues dans l'actuel hôpital Makour-Hamou construit en semidur.

Pour garantir au personnel médical d'exercer dans de très bonnes conditions, et comme mesure incitative, 24 villas ont été annexées à l'hôpital, sur une assiette de 2 ha, et dont le coût s'est élevé à 5 milliards de centimes, avec une AP de 4,2 milliards de centimes.

Cette importante structure de santé publique a connu quelques déboires qui ont retardé sa construction. En effet, il y a eu d'abord une intention de le délocaliser pour l'implanter à la sortie ouest de la ville alors que les études avaient été achevées.

Pour ce faire, la wilaya s'est heurtée à deux contraintes majeures qui ont fait que le projet de délocalisation avait été abandonné au profit du maintien actuel. Ces contraintes étaient de refaire une autre étude qui aurait coûté 500 millions de centimes et qui aurait engendré un retard de deux années. Confronté à ces aléas, le projet de délocalisation avait donc été abandonné au début de 2012.

Cependant, la construction de cette structure s'est trouvée confrontée encore une fois au problème de financement car l'AP initiale d'un montant de 4,4 milliards de DA s'est avérée insuffisante pour l'achèvement de tous les travaux, notamment ceux qui n'avaient pas été prévus au départ.

Avec l'épuisement de l'enveloppe consentie et le non-achèvement des travaux, le maître de l'œuvre s'est vu dans l'obligation de bloquer le cours de la construction durant ces cinq derniers mois. Une rallonge estimée à 2 milliards de DA a été sollicitée pour débloquer la situation.

Selon certaines sources, une subvention complémentaire de quelque 1,2 milliard de DA serait accordée début 2017, et l'hôpital pourrait alors être livré en décembre prochain.

Cependant, pour la commune la plus peuplée de la wilaya, Khemis Miliana, l'hôpital, qui est soumis depuis des années à de fortes demandes de soins de par l'afflux de la plupart des malades de la région Est de la wilaya soit 10 communes, cette structure sanitaire construite en préfabriqué en 1984, dans la hâte de l'après-séisme de 1980 connaît un état de décrépitude croissante.

La question est de savoir si le remplacement de cet hôpital, en dur, à même de répondre à une demande de soins bien plus importante, a été posée à tous les ministres qui se sont succédé.

Lors de la dernière visite du ministre de la Santé, interrogé sur un quelconque projet de reconstruction ou de réhabilitation sa réponse a été «on verra plus tard».

Karim O.

MILIANA

Affaire des 3 personnes trouvées mortes

Tout le monde se rappelle de cette affaire qui a eu lieu au mois de septembre 2015, lorsque les corps de trois personnes, deux femmes et un homme, ont été découverts sans vie dans un appartement de la cité Cnep, située à l'entrée Est de la ville de Miliana, une affaire qui avait semé l'effroi dans toute la ville.

On se rappelle que lorsque les policiers alertés par le voisinage ont investi les lieux, en plus des trois corps gisant sur le sol, est venu s'ajouter le cadavre d'un chat tout comme ont été trouvés des restes de repas froids près des corps. Cela a fait douter les enquêteurs de s'orienter vers le crime prémédité. Sur ordre du Parquet, une enquête avait été

entamée. Elle fut longue et a nécessité des moyens scientifiques très importants, des analyses de laboratoire des victuailles, des aliments consommés et l'analyse des enregistrements téléphoniques et des interrogatoires de diverses personnes

dans l'environnement de la famille à savoir le chef de famille, son épouse et sa belle-mère.

L'enquête qui a duré des mois de travail et d'efforts inlassables et les indices ont fini par converger et peser les soupçons sur le fils du chef de famille défunt, un homme demeurant à Blida et âgé de 39 ans suspecté d'avoir introduit un poison dans la nourriture ingurgitée par les défunts.

Les éléments de preuves irréfutables rassemblés par les enquêteurs ont permis l'interpellation du suspect et de procéder à son arrestation.

SOUK AHRAS

Une rixe finit par un crime

La cité Baral-Salah au chef-lieu de la wilaya de Souk Ahras, a été le théâtre jeudi après-midi vers 15h30 d'un crime dont a été victime un jeune répondant aux initiales de Y. K., âgé de 26 ans.

Le drame s'est produit lorsque la victime a essayé, lors d'une rixe entre deux amis, d'apaiser la tension et séparer les deux jeunes, ce qui lui a coûté la vie quand il a reçu un coup de couteau mortel à l'abdomen par un adolescent qui a moins de 25 ans H. A., apprend-on de sources concor-

dantes. La victime qui a été transportée par les éléments de la Protection civile au pavillon des urgences de l'ex-hôpital régional de Souk Ahras n'a pu être secourue car il a perdu beaucoup de sang et a trépassé aux environs de 17h30 au bloc opératoire.

Une enquête a été ouverte par les éléments de la Gendarmerie nationale sur instruction du procureur de la République afin de déterminer les circonstances de ce crime.

Barour Yacine

MOSTAGANEM

319 personnes arrêtées le mois de décembre

311 affaires criminelles et délictuelles attentatoires aux personnes et aux biens ont été enregistrées durant le mois de décembre, à travers les centres urbains de la wilaya de Mostaganem, a-t-on relevé ce jeudi dans le dernier bilan mensuel dressé par la cellule de communication de la Sûreté de wilaya.

Des affaires solutionnées à hauteur de 88,42%, dans lesquelles 319 individus étaient impliqués dont 10 mineurs et 14 jeunes filles. Parmi ces derniers, 58 présumés coupables ont été écroués à l'issue de leur présentation devant les procureurs de la

République près les trois tribunaux, dans l'attente de leur comparution, tandis que 149 autres individus ont

été convoqués pour des citations directes devant les tribunaux ayant statué sur leur implication. 11 personnes arrêtées ont bénéficié d'un non-lieu alors que 21 suspects demeurent en fuite. Au registre de la lutte contre la toxicomanie et la contrebande, la cellule de communication de la Sûreté de wilaya dans

son communiqué ne mentionne pas le nombre d'affaires et de personnes arrêtées mais seulement la saisie.

Les services de lutte contre la drogue ont procédé à la saisie de 901,12 grammes de kif traité, 270 comprimés psychotropes et 39 bouteilles d'alcool.

A. B.

Les progrès technologiques de Mobilis

Mobilis a procédé durant les dernières 24h à la mise en place d'une nouvelle solution de convergence de son système, afin d'améliorer sa gamme de produits et de répondre avec des offres plus fluides et plus adaptées aux souhaits de ses clients.

Aussi, nous avons tenu à informer notre aimable clientèle de la possibilité de perturbations sur le trafic pendant cette opération, hautement complexe.

L'opération étant clôturée, nous avons l'honneur de féliciter notre jeune équipe technique qui a œuvré pour réaliser cette prouesse en un temps record, et sans aucun incident sur le réseau.

Nous reviendrons en 2017 avec de nouvelles offres, pour mieux vous connecter.

Mobilis partout avec vous.

KHENCHELA

Trois fusils de chasse saisis et plusieurs personnes arrêtées

Suite à des informations recueillies et à des investigations, les services de la gendarmerie de la daïra de Babar, 30 km au sud du chef-lieu de la wilaya de Khenchela, ont pu mettre la main sur un réseau de trafic d'armes composé de plusieurs personnes.

cette opération réussie par les gendarmes a permis de saisir trois fusils de chasse, l'un dans un barrage fixe et deux autres dans une perquisition effectuée dans un domicile dans la même localité.

En plus, trois personnes ont été arrêtées pour possession illégale d'armes et trafic de munitions.

Dans le même cadre, les services de la gendarmerie ont ouvert une enquête pour faire toute la lumière sur cette affaire.

A. Benzaïm

LES DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES D'ALGÉRIE POSTE

Le calvaire quotidien des citoyens

Malgré les efforts déployés par les différents services d'Algérie Poste au niveau de toutes les communes de la wilaya, les distributeurs automatiques dispatchés ici et là restent le calvaire quotidien des citoyens propriétaires de compte CCP et de carte magnétique.

L'indisponibilité de la liquidité, l'absence du réseau et les pannes successives sont les causes enregistrées par ces appareils qui restent la plupart du temps un décor sans intérêt.

Cette situation qui dure depuis des années a suscité plusieurs interrogations chez les clients d'Algérie Poste qui attendent un meilleur service dans les jours qui viennent surtout que selon une source crédible, la Direction de Khenchela s'est dotée ces derniers jours de plusieurs distributeurs automatiques dernière génération qui feraient peut-être le bonheur de ces pauvres clients.

B. A.

Une caravane de sensibilisation sur les accidents de la route

Organisée conjointement par la Sûreté de wilaya et la Direction des affaires religieuses en faveur des citoyens et des usagers de la route, la caravane de sensibilisation et d'information a connu un franc succès ce jeudi 29 décembre au niveau de l'esplanade de la mairie de Mostaganem.

En Algérie, chaque année des milliers de personnes sont victimes d'accidents de la route, cette situation alarmante a poussé les institutions à se mobiliser. Cette première action du genre au niveau national a été assurée cette fois par la Sûreté de wilaya et à laquelle ont pris part

la Direction des affaires religieuses, les représentants des écoles de conduite, les Scouts musulmans algériens et le mouvement associatif.

Des cadres de la Sûreté de wilaya spécialisés dans le code de la route se sont attelés à expliquer et à inculquer aux citoyens et aux usagers de la route la conduite à tenir devant les passages protégés de piétons et du respect du code de la route.

A cette occasion, des dépliants portant des inscriptions sur les risques d'accidents ont été distribués par les cadres de la Sûreté de wilaya à une foule venue nombreuse assister à cette manifestation.

A. B.